

Un nouveau rendez-vous avec l'histoire

Huguette Lachapelle

Numéro 98, été 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/44286ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lachapelle, H. (1995). Un nouveau rendez-vous avec l'histoire. *Québec français*, (98), 59–59.

UN NOUVEAU RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE

Une fois de plus, les Québécoises et les Québécois sont conviés à un rendez-vous historique. Peut-on espérer qu'enfin ce sera le bon ? Nous en avons tellement raté des rendez-vous avec l'histoire ! Et à chaque fois, nous sommes repartis déçus, désemparés, trahis. Comme le disait si bien Félix, il est grand temps de retrousser nos manches et de nous donner un pays.

L'AQPF, en tant qu'association professionnelle vouée à la défense et à la promotion du français et de la culture québécoise, ne pouvait se permettre de rester à l'écart du débat référendaire. En effet, réclamer un pays c'est, entre autres, réclamer son identité collective ; or, cette identité repose essentiellement sur la langue et la culture. L'AQPF a donc, dans un premier temps, déposé un mémoire à la Commission de la Capitale sur l'avenir du Québec. Dans un deuxième temps, elle a décidé de se joindre au regroupement « Partenaires pour la souveraineté » et ce, à la suite d'une consultation de ses membres. L'AQPF est convaincue, comme tous les autres organismes qui ont adhéré à ce regroupement, que la définition d'un projet de société doit transcender les partis politiques, et c'est dans cette optique que nous souhaitons apporter notre modeste contribution.

Il est bien évident que, pour nous, la souveraineté du Québec n'est pas une fin en soi. C'est cependant le moyen le plus sûr, et peut-être même le seul, de nous

donner tous les pouvoirs afin d'assurer notre survie et notre reconnaissance comme peuple francophone perdu dans la marée d'anglophones de l'Amérique du Nord. L'histoire nous a en effet démontré qu'il est impossible d'être maître chez soi autrement. Souvenez-vous de la nuit des longs couteaux, souvenez-vous de Charlottetown, souvenez-vous de Meech. Souvenez-vous aussi de ce qu'on a fait de notre loi 101. « Moi, je m'en souviens ».

Comme la langue est la marque première de l'identité d'un peuple, il est impérieux qu'au Québec on puisse donner au français, et cela, sans équivoque, un statut de langue officielle. Il est impérieux qu'on assure la prépondérance et la qualité du français dans tous les domaines, et a fortiori dans le système d'éducation. « Il est urgent qu'on reconnaisse que c'est par la langue française, chez nous, que se font les autres apprentissages et qu'on accorde par conséquent à celles et ceux qui sont chargés de l'enseigner des conditions qui facilitent et valorisent leur travail¹ ».

L'identité d'un peuple s'inscrit également dans sa culture. Il est donc essentiel de pouvoir vivre dans un pays qui accorde une place prépondérante à ses propres produits culturels. Cette prépondérance pourrait se manifester, entre autres, par la place que réserveraient les programmes d'études aux arts et aux lettres d'ici. « Il serait temps aussi que nos artistes et nos écrivains soient reconnus à leur juste mérite et que,

grâce à eux, soit exportée fièrement, partout dans le monde, la marque tangible de notre richesse culturelle² ».

Bref, la souveraineté est pour nous une question de survie et une question de reconnaissance de notre propre identité. Il faut pouvoir vivre chez nous, sans être obligés de nous battre constamment pour que la langue française et la culture québécoise demeurent au cœur même de notre identité et de notre devenir collectif. Je me permets de reprendre ici le résumé de la position que nous avons défendue dans notre mémoire (encadré).

Il me semble assez évident que la disposition de tous ces pouvoirs n'est possible que dans le cadre d'un Québec souverain. L'histoire nous a démontré à plusieurs reprises, jusqu'à ce jour, qu'il ne pouvait en être autrement. Il est donc impérieux que les Québécois et les Québécoises osent dépasser les peurs et s'unissent afin d'affirmer leur identité. Comme le chantait Félix : « Les fruits sont mûrs dans les vergers de mon pays. Ça signifie, l'heure est venue... ».

Je souhaite que tous et toutes s'engagent dans une réflexion libérée des peurs, dans une réflexion qui va bien au-delà des seuls enjeux économiques, dans une réflexion basée sur la nécessaire identité collective. Et soudain, je me remets à rêver que nous ne ratons pas ce nouveau rendez-vous historique ; je me remets à rêver que nous prenons les moyens de donner raison au regretté poète Gérard Godin qui disait : « Le Québec sera le plus jeune pays du monde à l'aube de l'an 2000. »

* Présidente de l'AQPF.

Notes

1. Extrait du mémoire présenté par L'AQPF.
2. *Ibid.*



RÉSUMÉ DE LA POSITION DE L'AQPF

Parce que nous voulons conserver nos acquis linguistiques et culturels et parce que nous souhaitons vivre, sans être obligés de nous excuser ou de nous expliquer constamment, dans une société FRANCOPHONE, FIÈRE DE SA CULTURE ET DE SON PATRIMOINE, OUVERTE À LA FRANCOPHONIE MONDIALE ; dans une société DÉMOCRATIQUE ET PLURALISTE, RESPECTUEUSE DE LA DIVERSITÉ ET ACCUEILLANTE POUR LES IMMIGRANTS, notre association, L'AQPF, désire que le Québec se dote des pleins pouvoirs de légiférer dans les domaines de la langue et de la culture, de l'éducation, des communications, des relations internationales et de l'immigration, de la formation professionnelle et de la main-d'œuvre.